

Écosse et Brexit :

Dépasser l'émotionnel dans ce qui distingue l'Écosse du reste du Royaume-Uni

Cleo Davies

Cléo Davies prépare actuellement une thèse en Sciences politiques à l'Université d'Édimbourg. Auparavant, elle a travaillé à Bruxelles pendant cinq ans et demi. Elle a d'abord été conseillère politique au Parti Socialiste européen avant d'être conseillère chez Polis, un réseau de représentation des collectivités territoriales auprès de l'Union européenne.

Écosse et Brexit : Dépasser l'émotionnel dans ce qui distingue l'Écosse du reste du Royaume-Uni

Le 28 juin 2016, l'émouvant discours d'Alyn Smith, député du parti National Écossais (Scottish National Party – SNP) s'est vu accueilli par des applaudissements au Parlement européen, alors que nombre de ses homologues britanniques étaient encore abasourdis, honteux ou célébraient cette « journée de l'indépendance » (« Independence day », Nigel Farage, UKIP) tant attendue. Alors que l'émotion était à son comble à l'issue du résultat du référendum, l'histoire de l'Écosse et du « Brexit »¹ a pourtant été très bien relatée : l'Écosse est le porte-parole des progressistes du Royaume-Uni, et elle n'a pas apprécié d'être retirée de l'Union européenne (UE) contre la volonté des siens. Pour le reste de l'UE, et pour les 48,1 % d'électeurs qui se sont prononcés en faveur du maintien dans l'UE, l'Écosse est bien la preuve que tous les britanniques ne sont pas des eurosceptiques repliés sur eux-mêmes.

Les dimensions émotionnelle et identitaire au lendemain du référendum ne doivent pas être sous-estimées, néanmoins le système institutionnel et politique du Royaume-Uni, ainsi que la majorité parlementaire en Écosse, et également une expérience divergente des pratiques démocratiques sont des éléments qui différencient l'Écosse du reste du Royaume-Uni. Ce court article expose en quoi une structure constitutionnelle hybride, différenciée selon les nations du Royaume-Uni², un soutien massif pour le Parti National écossais (SNP) et l'expérience du référendum pour l'indépendance en 2014 ont façonné une position et une voix à l'Écosse dans le « Brexit ». Finalement, la conclusion donne à s'interroger sur les deux autres entités concernées au sein du Royaume-Uni, à savoir l'Irlande du Nord et le Pays de Galles. Ces deux nations sont bien moins présentes dans les débats politiques et les médias. Toutefois, dans le cas où un consensus politique émergerait dans ce Royaume-Uni post-Brexit, elles y seraient toutes deux indispensables.

¹Note du traducteur : l'expression « Brexit » est la contraction de deux mots anglais « British » (britannique) et « Exit » (sortie), et renvoie au scénario de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne à l'issue du référendum qui a eu lieu au Royaume-Uni le 23 juin 2016.

²Note du traducteur : l'expression « devolved nations » fait référence aux trois nations (Pays de Galles, Écosse et Irlande du Nord) telles qu'elles se sont constituées juridiquement par la dévolution du pouvoir au Royaume-Uni, en accordant des pouvoirs du Parlement du Royaume-Uni au Parlement écossais, à l'Assemblée nationale de Galles, et à l'Assemblée nord-irlandaise ainsi qu'à leurs branches exécutives respectives, les gouvernements écossais, gallois et l'exécutif nord-irlandais. Ces « nations aux compétences dévolues » seront ici traduites par les termes *nations* encore *assemblées régionales*.

1. La mise en place du référendum sur l'Europe en Écosse

En Écosse, non seulement 62 % des écossais ont voté pour le maintien dans l'UE, mais cette majorité s'est exprimée dans chaque administration locale. Cela contraste fortement avec l'ensemble du Royaume-Uni, qui a voté à 51,9 % pour une sortie de l'UE. Une majorité très large en faveur du maintien à Londres (59%), et également confortable en Irlande du Nord (55,8%) contrastent avec le vote d'indépendance de l'Angleterre et du Pays de Galle.³ Le résultat du référendum dresse le portrait d'un Royaume-Uni extrêmement fracturé.

Les origines du consensus politique écossais en faveur de l'Europe

En Écosse, la position pro-européenne est en partie due aux différentes dynamiques politiques qui s'y jouent, et ce tant dans les préparatifs du référendum que dans la montée au pouvoir historique des voix pro-européennes des nationalistes écossais (SNP) depuis la dévolution du pouvoir de 1997.

Le Parti d'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) étant quasiment inexistant en Écosse, et le Parti conservateur y étant historiquement faible, l'Écosse n'a jamais véritablement eu de voix anti-européenne dans son paysage politique – le parti travailliste étant officiellement et traditionnellement pro-européen. À l'approche du référendum, le maintien dans l'UE bénéficiait d'un soutien transpartisan, de la part du SNP, du Parti travailliste, des verts, ou encore des conservateurs écossais, dirigés par Ruth Davidson – personnalité appréciée des Écossais. Cela tranche avec les positions politiques divisées du Pays de Galle et de l'Angleterre, où le UKIP, ainsi que de nombreuses personnalités du Parti Conservateur (notamment Boris Johnson) et même quelques députés du Parti travailliste, ont fait campagne en faveur de l'indépendance du Royaume-Uni.

Non seulement le débat public écossais ne compte pas de voix anti-européenne, mais le parti nationaliste a également fortement soutenu l'appartenance à l'Union européenne. Depuis la fin des années 1980, l'Europe apparaît au SNP comme un soutien extérieur essentiel au projet d'une Écosse indépendante. Historiquement, la tradition indépendantiste envisage l'Écosse au sein d'entités plus larges, telles le Commonwealth dans les années 1930, et plus récemment l'UE, plutôt que de l'envisager dans un séparatisme radical (Keating, 2015). Le message pro-européen était essentiel dans le référendum sur l'indépendance écossaise en 2014 ; l'incertitude quant au maintien de l'Écosse dans l'Union européenne en cas d'un vote d'indépendance du reste du Royaume-Uni peut d'ailleurs expliquer dans une certaine mesure le « Non » exprimé par le référendum sur l'indépendance écossaise (McEwen, 2016).

³ Tous les résultats du référendum sont disponibles sur le site internet de la Commission électorale du Royaume-Uni : [lien vers la page](#)

411 est à remarquer que les Conservateurs ont obtenu un bon score lors des dernières élections parlementaires écossaises d'avril 2016. Ils sont désormais le deuxième parti d'Écosse.

Le positionnement pro-européen du SNP résonne d'autant plus que le parti est devenu la seule force majoritaire au pouvoir. Historiquement, l'Écosse est un bastion du Parti travailliste. Mais depuis la dévolution de 1997, et la création d'un parlement écossais (« Holyrood »), il ne fait aucun doute que le SNP a pris le dessus. Les élections parlementaires écossaises en 2011 ont marqué une grande victoire du SNP, et le premier gouvernement majoritaire depuis l'ouverture de *Holyrood*, ce qui est en soi un exploit remarquable dans le système écossais de représentation proportionnelle mixte. Cela a ouvert la voie à la proposition de tenir un référendum sur l'indépendance de l'Écosse en 2014, engagement phare du manifeste électoral nationaliste. Bien que le SNP ait perdu le référendum (44,7 % pour le « Oui » contre 55,3 % pour le « Non »), il en est paradoxalement sorti renforcé. Le vote a surtout coûté très cher au Parti travailliste, qui avait fait campagne contre l'indépendance. Dans les élections législatives d'avril 2015 qui ont suivi, le SNP a remporté 56 sur 59 des sièges écossais à la Chambre des communes à Westminster. Le parti travailliste a été éjecté de l'Écosse. Il n'est parvenu à placer qu'un seul parlementaire à Westminster, contre 40 dans la précédente législature. La popularité du SNP s'est confirmée lors des élections parlementaires écossaises d'avril 2016, au cours desquelles le SNP a de nouveau remporté une pleine majorité à *Holyrood*. Le Parti travailliste s'est retrouvé à la troisième place, derrière les conservateurs écossais.

Au-delà du consensus politique : l'impact du référendum d'indépendance écossais sur le « Brexit »

Outre l'unité entre les partis, et la perception que l'Écosse a globalement un positionnement politique pro-européen plus prononcé, ce qui différencie pour une large part les électeurs écossais du reste du Royaume-Uni réside dans leur expérience plus grande et plus profonde de différentes pratiques de votes⁵. Le référendum sur l'indépendance de l'Écosse en 2014, en particulier, a peut-être fourni aux électeurs écossais une expérience de cet exercice démocratique qui manquait au reste de la Grande-Bretagne. De ce fait, l'électorat écossais avait fait l'expérience préalable d'un débat public large, ouvert et de longue durée sur des enjeux d'identité et d'intérêts visant à déterminer la direction future de la nation. Dans le cas du référendum sur l'UE, rien n'était prévu pour un débat de cet ordre, tant en termes de temps (moins de deux mois de campagne) qu'en termes d'espace prévu pour la discussion (un contrôle serré de la campagne en faveur du maintien dans l'UE exercé par l'administration du Premier ministre, David Cameron).

Les Écossais ont participé à un débat civique de deux ans lors du référendum sur l'indépendance de l'Écosse. Les discussions ont dépassé les clivages partisans, et ont pris la forme de débats populaires. Des discussions profondes et engagées sur une telle durée

⁵ Pour plus d'informations sur les différents modes de scrutin au Royaume-Uni, veuillez consulter la page internet du Parlement du Royaume-Uni : www.parliament.uk/about/how/elections-and-voting/voting-systems/

peuvent expliquer que le résultat du référendum sur l'indépendance en 2014 ait été accepté en Écosse, y compris par les électeurs favorables à l'indépendance. En conséquence, l'électorat écossais était déjà très expérimenté à l'arrivée du référendum sur l'UE. Il était peut-être mieux équipé pour comprendre la signification et la portée de cet exercice démocratique. Les Écossais avaient également une idée claire de la relation qu'ils souhaitaient avoir avec l'Union européenne étant donné que cela avait fait l'objet des discussions menant au référendum sur l'indépendance en 2014. Cet état de fait était en contraste radical avec le reste du Royaume-Uni, qui ne bénéficiait pas de cette expérience d'un débat large et profond sur la future direction du Royaume-Uni, et qui manquait d'expérience dans un tel exercice démocratique. Le gouvernement n'avait prévu aucun espace propre au débat, et le calendrier électoral imposait une campagne courte – les élections municipales à Londres et dans les trois nations avaient lieu seulement sept semaines avant le référendum. La campagne pour le référendum sur l'UE a ainsi été très courte, marquée par une désinformation qui n'a pas été rectifiée. Elle n'a pas activé les débats civiques pourtant nécessaires à un tel exercice. Le résultat a largement divisé au Royaume-Uni ; beaucoup sont encore incapables d'accepter le résultat, ou tentent encore de comprendre ce que signifie concrètement la sortie de l'UE pour le futur du Royaume-Uni.

2. La Grande-Bretagne dans l'« après-Brexit » : quelles conséquences pour l'Écosse ... et pour les autres nations du Royaume-Uni ?

Politiquement, les jours et les semaines qui ont suivi le référendum étaient assurément shakespeariens. Les Britanniques étaient spectateurs des manigances et des coups bas pratiqués à Westminster, du discrédit jeté sur Cameron, et de la parade médiatique de personnalités abracadabrantes et caricaturales comme Nigel Farage et Boris Johnson. L'« après-Brexit » révèle aussi une dimension tragique pour la Grande-Bretagne : l'émergence d'un pays profondément divisé. Au lendemain du référendum, faisant suite à la démission de David Cameron et de son gouvernement, le Parti Conservateur s'est lancé dans une lutte pour la direction du parti, et ainsi pour déterminer par la même occasion le nouveau Premier Ministre. Peu de temps après, le parti travailliste a vu émerger un adversaire pour s'opposer à Jeremy Corbyn, leader du Parti d'opposition. Dans ce contexte tourmenté, la seule figure politique parvenue à garder la tête froide a été la Première ministre écossaise issue du SNP, Nicola Sturgeon.

Un contraste frappant de *leadership* entre l'Écosse et le Royaume-Uni

Le rôle de *leader* de Nicola Sturgeon est singulièrement ressorti dans un contexte où la confusion et parfois l'amateurisme semblaient dominer. Depuis le début, le gouvernement écossais est apparu bien plus préparé et sérieux que le gouvernement britannique, ou son parti d'opposition, le Labour (Parti travailliste). Il est vrai que le SNP n'a pas à gérer les situations politiques polarisées au sud de son territoire. La majorité conservatrice à Westminster est très faible et le parti est divisé entre des partisans de l'indépendance et des partisans du maintien dans l'Union européenne. Le Parti travailliste est en train de se remettre de sa propre crise interne survenue dans cette course au *leadership*, et est inquiet par un fossé net entre les parlementaires travaillistes en faveur du maintien dans l'UE et son électorat traditionnel au Pays de Galle et du nord de l'Angleterre - deux régions qui ont voté pour une sortie de l'Union. Le mandat fort du Parlement écossais, doublé d'un consensus politique en faveur du maintien dans l'UE, facilitent un positionnement clair de l'Écosse depuis le vote du 23 juin. Toutefois, le *leadership* de la Première ministre ne doit pas être sous-estimé.

Dès le 28 juin, la Première ministre a mis sur pied un [Conseil permanent d'experts](#) chargé de conseiller le gouvernement écossais dans ses relations avec l'UE afin de les sécuriser. Radicalement différent du département du gouvernement britannique en charge du « Brexit », le groupe écossais est transpartisan, comporte des universitaires, des représentants d'entreprises, des diplomates et des hauts fonctionnaires, ainsi que des experts politiques et juridiques d'Écosse, du Royaume-Uni et de l'Union européenne. Qui plus est, depuis début juillet, Nicola Sturgeon se déplace dans les capitales pour y rencontrer des *leaders* européens et à Bruxelles, des fonctionnaires européens. Le lendemain du discours d'Alyn Smith acclamé par le Parlement européen, Nicola Sturgeon se trouvait à Bruxelles. Cela contraste avec le peu de rencontres survenues entre Theresa May et ses homologues européens.

Les enjeux pour l'Écosse : un siège à la table des négociations et l'indépendance

L'enjeu le plus important pour l'Écosse est la place qu'aura chacune des nations du Royaume-Uni dans les discussions et les négociations sur une sortie de l'UE. Le deuxième enjeu important est celui de savoir si aura lieu un deuxième référendum sur l'indépendance.

Au regard de ce premier enjeu, en août 2016, la Première ministre écossaise a nommé Michael Russel porte-parole des négociations avec le gouvernement britannique sur le « Brexit ». Il s'agit d'un ancien directeur général du SNP, et membre de longue date du Parlement écossais. En outre, Sturgeon et May se sont réunies afin de discuter du rôle de

l'Écosse dans les négociations, et la Première ministre s'est engagée à y inclure étroitement les nations du Royaume-Uni⁶. En octobre, le gouvernement a mis en place le Comité mixte sur le « Brexit », qui rassemble les gouvernements d'Irlande du Nord, d'Écosse, du Pays de Galle et d'Angleterre et qui est présidé par David Davis, le Secrétaire d'État pour la sortie de l'Union européenne (connu sous le nom de Secrétaire d'État au « Brexit »). Les nations se sont aussi vu promettre une ligne directe avec le Secrétaire d'État au « Brexit ». Mais bien qu'il ait pris un engagement inverse, le gouvernement de Theresa May n'a pas encore réellement mis les nations sur un pied d'égalité dans la préparation des futures négociations sur la procédure de sortie de l'UE. Ce nouveau Comité mixte ne fournit pas réellement aux nations une position d'acteur intégré (*insider*) dont ils auraient pourtant besoin afin de tenir compte des diverses positions (Keating, 2016). Et six mois après, les projets du gouvernement concernant le Brexit sont encore très imprécis. Cette omerta n'irrite pas seulement Bruxelles, elle frustre également les représentants des nations. Nicola Sturgeon et Carwyn Jones, Premier ministre du Pays de Galles, sont de moins en moins discrets sur leur frustration concernant David Davis.

Constitutionnellement, le Royaume-Uni est un hybride et ses nations n'ont pas le même statut que les régions fédérales au sein d'États fédéraux. Cependant, deux événements récents ont offert à l'Écosse une tribune. Premièrement, la Cour Constitutionnelle a récemment établi que le Parlement devra être consulté sur l'article 50, cela a ouvert un débat pour déterminer si le Parlement écossais (et également les assemblées parlementaires du Pays de Galle et de l'Irlande du Nord) pourrait se prononcer sur le déclenchement de l'article 50. Deuxièmement, le Parlement aura un rôle important à jouer dans l'inspection de la procédure de sortie de l'UE. Avec 56 parlementaires écossais sur 59, le SNP dispose d'une voix forte à Westminster. Ainsi, l'inspection de la procédure de sortie par le Parlement offrira à l'Écosse l'opportunité de se prononcer dans les négociations. Cela est moins vrai pour les autres nations du Royaume-Uni, qui ne disposent pas d'une voie aussi unie à Westminster, ou d'un aussi grand nombre de parlementaires pour les représenter.

Sur la question d'un autre référendum sur l'indépendance en Écosse, la pleine majorité gouvernementale à Holyrood signifie que le Gouvernement écossais parvient à un quasi-consensus concernant la tenue d'un deuxième référendum sur l'indépendance au cas où il estimerait que l'accord conclu *in fine* n'est pas dans le meilleur intérêt de l'Écosse. Le SNP a été réélu avec une pleine majorité lors des élections législatives écossaises de mai 2016, sur la base d'un [manifeste](#) qui ouvre au Parlement écossais la possibilité de proposer un nouveau référendum sur l'indépendance en cas d'un changement matériel significatif par rapport aux

⁶ Les nations du Royaume-Uni comprennent l'Écosse, le Pays de Galle et le Nord de l'Irlande. Par l'Acte de Dévolution (*Devolution Act*) de 1997, ces régions du Royaume-Uni se sont vu transférer des pouvoirs du gouvernement central dans un certain nombre de domaines politiques. Chaque région dispose également de son propre Parlement (Écosse) ou Assemblée (Nord de l'Irlande et Pays de Galles) ; ce sont des institutions élues qui prennent le contrôle des compétences dévolues. L'Écosse a davantage de compétences dévolues que les deux autres régions, avec un transfert de compétences supplémentaire qui a eu lieu après le référendum sur l'indépendance, en 2014.

circonstances précédentes de 2014, par exemple dans l'éventualité où l'Écosse serait contrainte de quitter l'Union européenne contre sa volonté⁷.

Nombre des membres du SNP verront le référendum européen de 2016 comme une opportunité pour réaffirmer l'indépendance. C'est cependant un calcul à double-tranchant. Dans ce contexte si constitutionnellement imprévisible de l'« après-Brexit », la perspective d'un référendum sur l'Écosse pourrait tout simplement finir par aggraver l'incertitude, notamment au regard de la situation économique écossaise – un élément dont le *leadership* est probablement très au fait. En cas d'échec, cela pourrait également affaiblir le SNP ; il n'y a aucune garantie que l'électorat soit présentement favorable à l'indépendance (Mcewen, 2016). Néanmoins, le gouvernement écossais procède actuellement de façon pragmatique. Dans son discours à la Conférence du SNP en octobre 2016, Nicola Sturgeon soutenait qu'un deuxième référendum sur l'indépendance serait hautement probable dans le cas d'une sortie « dure » (*hard*) de l'Union européenne. À l'issue de la conférence, le gouvernement a publié une [consultation sur un projet de loi de référendum](#) (20 octobre 2016), ayant pour objectif de tâter le terrain et possiblement de répondre aux attentes des adhérents du SNP. Le gouvernement reste ouvert à toutes les options. Le Conseil permanent d'experts est mandaté pour envisager l'ensemble des scénarios possibles pour l'Écosse, y compris celui de l'indépendance.

Qu'en est-il des autres nations du Royaume-Uni ?

L'Irlande du Nord a également voté en faveur du maintien dans l'UE (55,8%). Mais étonnamment, ce résultat n'a pas déclenché la couverture médiatique et la spéculation connues par le vote écossais. Bien sûr, le SNP dispose d'une plus grande voix à Westminster et dans les médias. Cependant, il est possible que pour de nombreux Britanniques hors de l'Irlande et de l'Irlande du Nord, le « Good Friday Agreement » de 1998 soit déjà de l'histoire ancienne, alors que la ferveur de la politique écossaise est encore très fraîche dans l'esprit des Britanniques depuis le référendum d'indépendance de 2014. Une fois que les émotions auront progressivement quitté le débat, et que les différents partis s'assoieront pour négocier les termes de la sortie du Royaume-Uni de l'UE, la question de l'Irlande du Nord pourrait devenir plus importante qu'actuellement. La frontière entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord deviendra une frontière extérieure de l'UE, ce qui pourrait engendrer des conséquences considérables pour le « Good Friday Agreement ».

Le Pays de Galles, bastion traditionnel des travaillistes, a largement surpris tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Royaume-Uni, par un vote en faveur d'une sortie de l'UE (52,5%). C'est la première région bénéficiaire des fonds européens au Royaume-Uni. Le sud en particulier,

⁷ “[...] if there was a significant and material change in the circumstances that prevailed in 2014, such as Scotland being taken out of the EU against our will.”

région la plus densément peuplée du pays de Galles, est également l'une des plus pauvres du Royaume-Uni. Elle ne s'est jamais pleinement relevée de la fin de l'industrie et des politiques de Thatcher dans les années 1980. Révélateur du niveau des inégalités au Royaume-Uni, l'ouest du Pays de Galles et les Vallées (the Valleys) (deux des trois régions galloises) rentrent dans la catégorie des régions les moins développées de l'UE, c'est-à-dire celles avec un PIB par habitant inférieur à 75 % de la moyenne européenne. Le Royaume-Uni fait partie des cinq États membres sur quinze⁸ (avant l'entrée des pays d'Europe centrale et de l'Est en 2004) dont certaines régions entrent dans cette catégorie et bénéficient en conséquence d'un plus grand accès aux Fonds structurels ([lien vers la carte sur le site de la Commission européenne](#)). Il est très difficile de concevoir l'impact positif d'une sortie de l'UE pour la situation économique et sociale du Pays de Galles. Cela nécessiterait de revenir radicalement sur le consensus économique-politique qui domine la politique britannique depuis 35 ans, et qui a conduit à l'accroissement des inégalités dans l'un des États les plus riches au monde⁹.

Les conséquences en matière de redistribution d'une sortie du Royaume-Uni de l'UE, et de tous les autres accords passés entre ces deux entités, dépassent le Pays de Galles et concernent les régions les plus pauvres du nord de l'Angleterre et des Cornouailles, qui ont également voté massivement pour une sortie de l'UE. En revanche, les Écossais peuvent compter sur leur gouvernement pour porter leur voix une fois les négociations engagées. Et en l'absence d'élections législatives avant 2020, le gouvernement de Theresa May pourrait bien se détourner de ces régions. Une fois de plus.

⁸ La plupart des régions du Portugal, une région en Espagne, les cinq régions du Sud de l'Italie, incluant la Sicile, et quelques régions grecques sont également éligibles aux fonds structurels européens.

⁹ Pour des chiffres sur les niveaux des inégalités dans les pays de l'OCDE, et la comparaison entre les années 1980 et la fin des années 2000, lire la publication de l'OCDE : Divided we stand: Why inequality keeps rising, December 2011, [lien vers le résumé](#).

Conclusion

Le gouvernement écossais apparaît se comporter de façon professionnelle pour déterminer ce que l'Écosse souhaite obtenir à l'issue du référendum européen, et cela contraste avec l'attitude du gouvernement britannique. L'indépendance de l'Écosse figure parmi les options étudiées. Mais en l'absence d'un accord clair à l'horizon, et puisque aucune obligation constitutionnelle n'impose d'y impliquer les nations du Royaume-Uni, – pour l'instant, du reste – le gouvernement écossais se trouve pris dans un exercice hautement politique pour faire entendre sa voix, à la fois vis-à-vis du gouvernement de Theresa May et également vis-à-vis des représentants européens.

Il reste à voir comment le SNP pourra réconcilier à la fois le besoin croissant d'un consensus britannique sur l'interprétation du « Brexit » et le besoin d'une coalition parlementaire sur les termes de sortie de l'UE afin d'éviter que le Royaume-Uni ne s'effondre littéralement en sortant de l'Union européenne, avec ses aspirations pour l'indépendance de l'Écosse.

Références

Keating, M. (2016), *What role for the devolved nations in Brexit?*, 2 novembre 2016, blogpost, Centre for Constitutional Change, Université d'Edimbourg
www.centreonconstitutionalchange.ac.uk/blog/what-role-devolved-nations-brexite

Keating, M. (2015), *The Scottish Independence Referendum and After*, Revista d'estudis autonòmics i federals, N. 21 (2015), téléchargeable à:
<http://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=5093710>

McEwen, N. (2016), *Brexit Could Create New Support for Independence Among the Middle Class in Scotland*, 16 juin 2016, Blogpost, European Futures.
<http://www.europeanfutures.ed.ac.uk/article-3425>

Think tank européen de gauche, EuroCité se donne pour but de contribuer au développement d'une vision et d'un programme progressistes pour l'Europe, par le biais de publications de qualité et d'événements fédérateurs. EuroCité se veut un laboratoire du militantisme européen et un incubateur d'idées pluri-national, novateur et dynamique.
